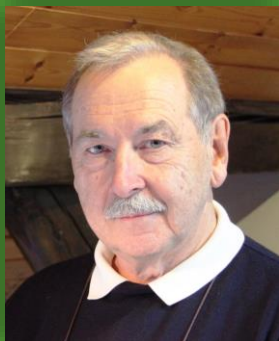




...PERSEVERARE DIABOLICUM !

Vaud est bientôt le dernier canton à croire dans le développement de l'éolien industriel. Au moment où la Suisse alémanique fait surtout semblant de suivre sagement la politique fédérale, nos autorités multiplient les démarches pour décourager et discréditer les opposants (voir ci-contre). Et les médias qui ont pratiquement perdu ce qui leur restait d'esprit critique suivent benoîtement sans chercher à comprendre. Un exemple récent est la magnification par la RTS de Nant-de-Drance en Valais. Cet ouvrage remarquable à 2 milliards est présenté comme la solution à l'intermittence de l'éolien. Il peut en effet produire pendant une vingtaine d'heures l'équivalent d'une centrale telle que Leibstadt (900 MW). Ensuite de quoi, il faut à nouveau remonter l'eau pendant une durée équivalente. Ne reste plus qu'à prier pour que le prix de l'électricité consommée pour ce faire soit bien inférieure à celle qui a été vendue en turbinant. Vous avez dit hasardeux ?

Jean-Marc Blanc, secrétaire général



Bulletin d'information No 25 – avril 2022

Vaud

La table ronde éolienne carrée-bossue* de Mme Métraux!

Dans le cadre de la « [Plateforme éolienne vaudoise](#) », les huit « Cinq-à-sept » organisés dès 2015 par Mme de Quattro avaient pour vertueuse ambition d'établir un vrai dialogue entre les différents acteurs concernés par l'éolien vaudois. Ils réunissaient au début des dizaines de participants et on avait même donné aux opposants l'occasion de s'exprimer. Toutefois, en ayant le sentiment d'avoir au mieux été écoutés mais jamais entendus, ces derniers s'étaient progressivement détachés de la démarche. En 2018, l'affaire avait fini en queue de poisson, pratiquement faute de combattants.



L'an dernier, Mme Métraux a repris l'idée mais dans le cadre bien plus intime d'une « Table ronde éolienne » au château de Prangins. Celle-ci visait encore une fois à « ouvrir une fenêtre de dialogue » entre les parties prenantes. Probablement pour tenter de débloquer la situation avant la fin de son mandat au Conseil d'Etat mais également sous la pression du [Grand Conseil](#). Sans trop d'illusion, PLVD a accepté l'invitation qui lui était faite sachant qu'au pire, des informations intéressantes allaient être apportées et qu'au mieux, il serait possible d'infléchir quelque peu la politique éolienne vaudoise. Malheureusement, il a été très vite évident que le dialogue n'allait pas porter sur la politique éolienne vaudoise mais uniquement sur la manière très organisée d'implanter celle-ci dans le canton.

Le [plan d'action du canton](#) est désormais connu dans ses grandes lignes. Il est très structuré et traite de nombreux aspects. Mais à aucun moment la fenêtre ne s'est ouverte pour les opposants. Ceux-ci se sont trouvés placés devant une série de faits accomplis et réduits au rôle d'alibi et de faire-valoir. A la deuxième séance, qui ne réunissait plus qu'une dizaine d'invités encadrés par une forte délégation de l'état-major de la DGE (Direction générale de l'environnement), Paysage-Libre Vaud a quitté en claquant la porte cette table ni ronde ni plate mais carrée-bossue*!

*expression vaudoise tirée du lexique de l'excellent site <http://topio.ch/dico.php#C>

EolJorat Sud : autour de Lausanne, la deuxième bataille sera décisive

Le Tribunal fédéral persiste, signe et s'engue dans ses erreurs. Les considérants de son arrêt du 1er mars montrent qu'il continue à prétendre contre toute logique que l'éolien est une énergie souple. Ils révèlent également une propension à survoler distraitement les arguments des opposants ainsi qu'un agacement à peine voilé à traiter des problèmes techniques auxquels il ne comprend visiblement pas grand-chose. Ses conclusions qui suivent les directives politiques à la mode sont affligeantes :

Après l'Allemagne et la France, l'éolien terrestre se bloque au Royaume-Uni



Kwasi Kwarteng, ministre de l'énergie GB

On sait que les autorités suisses cherchent par tous les moyens à passer au-dessus des multiples oppositions à sa politique éolienne. Pendant ce temps, les grands pays européens constatent que s'entêter à poursuivre le développement de l'éolien terrestre devient une tâche quasi-insurmontable. En **Allemagne** et en **France** les difficultés s'accumulent déjà depuis des années. Mais c'est au **Royaume Uni** que l'aveu du ministre de l'énergie est des plus clairs : « le fractionnement hydraulique (*ndlr : gaz de schiste*) et l'éolien terrestre n'auront pas un rôle central dans la nouvelle stratégie en raison "la forte opposition locale" rencontrée par ces technologies ». La nouvelle politique est désormais centrée sur l'éolien Offshore.

Nouvelle cyberattaque russe touchant les éoliennes allemandes



Après l'attaque lancée au début de la guerre en Ukraine sur le réseau de satellites américains KA-SAT, 6000 éoliennes de la firme **Enercon** ont été hors contrôle pendant une période indéterminée. Une nouvelle attaque russe vient d'avoir lieu fin mars sur son concurrent **Nordex** dont les systèmes informatiques ont été paralysés dans de nombreuses entités et localisations. Sachant que toutes les éoliennes sont contrôlées à distance : voilà de quoi inspirer confiance, non ?



« En définitive, il apparaît que la validation du PPA par le Tribunal cantonal procède d'une pesée complète et correcte des intérêts en présence. Si le projet litigieux s'inscrit certes dans un milieu naturel sensible, celui-ci tient dûment compte des aspects environnementaux qu'il s'agisse du bruit, du paysage ou encore de la nature et de la faune. Le projet doit en conséquence être validé compte tenu de l'intérêt important, national, qu'il revêt en lien avec les objectifs de production d'énergie renouvelable de la Confédération et du canton de Vaud. »

Mais l'affaire n'est pas terminée puisque chacune des éoliennes doit maintenant être mise à l'enquête séparément. Oui, celles qui étaient prévues au début de l'affaire n'existent plus. Elles seront remplacées par des modèles plus puissants, probablement plus grands et rien n'indique que ceux-ci entreront si facilement dans le cadre fixé par le PPA. C'est donc le dernier moment pour que les communes et les citoyens concernés par ce parc se réveillent et ils sont beaucoup plus nombreux car les choses ont bien changé depuis une décennie. Appuyée par PLVD, l'association locale Eoleresponsible fourbit ses armes et prépare une vaste campagne d'information.



Éolienne des Saugealles vers Froideville

Sur Grati : une autre bataille se prépare autour de Vallorbe

Pour des raisons comparables à EolJorat-Sud, la région de Vallorbe se prépare à une nouvelle lutte contre les éoliennes de **« Sur Grati »**. Celles-ci avaient bien été mises à l'enquête avec le PPA mais le sujet n'avait pas été traité par le Tribunal cantonal ni, par conséquent, par le Tribunal fédéral.

Il y a gros à parier que de nouvelles oppositions seront possibles dès lors que les éoliennes **E-115**

initialement prévues n'existent plus au catalogue Enercon. Le cas échéant, les habitants de la région ne se feront pas prier pour agir et Paysage-Libre Vaud sera évidemment de la partie aux côtés de l'association locale **SOS Jura** qui vient de réaliser une campagne d'information tout public très percutante.



Avec la bienveillante autorisation de Barrigue

Réponse à l'interpellation Pahud et irresponsabilité du canton...



Le député Yvan Pahud a déposé une interpellation pour connaître la position du Conseil d'Etat quant aux problèmes de démantèlement des éoliennes. Extraits : « *Face au nombre important d'éoliennes planifiées dans le canton, il s'agit d'anticiper (...) leur fin de durée de vie et leur démantèlement. Dans un contexte énergétique très instable : libéralisation complète de l'électricité, prix du marché de l'électricité effondrés et problèmes de rentabilité, insécurité juridique des régimes de subventionnement à l'exemple du photovoltaïque, il existe un risque qu'un détenteur d'installation éolienne fasse défaut et laisse à l'abandon ses installations. De nombreux exemples de ce type existent à l'étranger. Dans ce contexte, les rachats de parcs éoliens par de grands groupes internationaux ne sont pas une vue de l'esprit : récemment, le projet de parc éolien de Crêt-Meuron (NE) est tombé en mains coréennes, de quoi former les plus vives inquiétudes.* »

La réponse faite par le Conseil d'Etat est lénifiante mais révélatrice d'une attitude de Ponce Pilate.

En gros : pas de dispositions légales pour exiger des promoteurs des garanties bancaires. Reconnaissance qu'en cas de faillite de l'exploitant, c'est bien le propriétaire du terrain qui devient responsable d'assainir le site. Et s'il n'est pas solvable, c'est la commune qui passera à la caisse. Le cas s'est déjà produit naguère dans une autre affaire pour la **décharge de Sottens**.

Nul doute que la plupart des communes concernées propriétaires de terrains éoliens ignorent totalement ce risque majeur pour les générations futures.

L'invité : Michel Fior, secrétaire général Paysage Libre Suisse

Les éoliennes : une dépendance accrue au gaz russe

Vraiment une nécessité ?

Les éoliennes sont présentées dans nos médias comme une nécessité pour résoudre nos problèmes énergétiques. Elles auraient ainsi, entre autres vertus, celle de préserver le climat. Qu'en est-il vraiment ?

Remplacer nos centrales nucléaires

La promesse centrale de la stratégie énergétique 2050 votée en 2017 consiste à remplacer les 25 TWh/an de nucléaire par des énergies renouvelables. L'éolien est un des instruments prévus pour y arriver, avec un objectif de production fixé à 4.3 TWh/an. Or, le nucléaire produit une électricité déjà décarbonée. Dans une étude de 2017, l'Institut Paul Scherrer place le nucléaire parmi les agents énergétiques qui dégagent le moins de CO₂, à égalité avec l'éolien. Substituer de l'éolien à du nucléaire revient à remplacer une énergie décarbonée par une autre énergie décarbonée. On peut évidemment être pour ou contre le nucléaire mais là n'est pas la question. L'éolien est une affaire "hors climat".

Les éoliennes ne font rien pour le climat, bien au contraire

Les éoliennes n'ont pas pour objectif de préserver le climat dans la transition énergétique suisse, et elles lui sont néfastes. Leur faible rendement d'environ 20% de la puissance installée en Suisse en moyenne ces cinq dernières années et leur caractère intermittent rendent nécessaire une solution de stockage massif (coûteux et techniquement irréaliste), ou le recours au... gaz naturel. Flexible, contrairement à l'éolien, le gaz peut être activé à tout moment pour répondre aux besoins du marché quand le vent et le soleil sont aux abonnés absents. L'Allemagne, qui s'est fixé pour but de sortir du nucléaire et charbon, recourt notamment aux centrales à gaz pour compenser les nombreuses périodes insuffisamment ventées. Au passage, elle a accru sa dépendance à la Russie, comme la guerre en Ukraine l'a clairement rappelé. Autre problème : le gaz naturel est un gros émetteur de CO₂, ce qui explique en partie pourquoi ce pays ne parvient pas à atteindre ses objectifs climatiques.

En Suisse, la stratégie énergétique 2050 prévoit la construction de centrales à gaz. Le débat actuel autour du *blackout* ne fait que mettre le doigt sur une réalité vieille de 10 ans, soigneusement enfouie sous le tapis par nos autorités dans le contexte de la votation de 2017. Le message du Conseil fédéral de 2013 estimait qu'une première centrale pourrait s'avérer nécessaire en 2020. On y est ! Ces centrales auraient pour but d'assurer la stabilité du réseau mise à mal par l'intermittence des nouvelles énergies renouvelables et leur absence de flexibilité pour répondre à la demande. Parce qu'il n'est pas flexible, pas plus en hiver qu'en été, l'éolien implique le recours à des solutions néfastes pour le climat car elles seront fossiles. Non seulement l'éolien ne préserve pas le climat, mais, en tant que substitut au nucléaire, il finit par aggraver le problème.

Reconnaître enfin qu'on fait fausse route en imitant l'Allemagne ?

Élaborée dans le sillage de l'accident de Fukushima, la stratégie énergétique 2050 n'est pas une stratégie de protection du climat. Dix ans après l'élaboration de cette stratégie, dans le contexte de la crise climatique actuelle et de la guerre en Ukraine, les médias seraient bien inspirés de se demander si celle-ci est toujours pertinente. Plutôt que de réciter *ad nauseam* le mantra des éoliennes nécessaires pour nous épargner le *blackout* et sauver la planète, le public désire savoir ce qu'apportent réellement ces machines tant idéalisées à la double nécessité de la sécurité de l'approvisionnement et de la protection du climat. La réponse ne laisse pas de place au doute.

